

# LA DGFIP EST TRÈS ENGAGÉE EN MATIÈRE DE RELATIONS INTERNATIONALES

La Délégation aux relations internationales (DRI), créée en janvier 2020, est issue de la fusion entre le Cabinet international et la Mission de coopération inter-nationale.

Rattachée au Directeur Général, la DRI a pour objectif de rationaliser les missions internationales mais aussi de créer des synergies nouvelles au service du rayonnement de la DGFIP dans le monde.

La DRI est chargée d'animer les sujets à dimension internationale en sollicitant et informant les différents services, missions et directions de la DGFIP sur les projets et enjeux intéressants à partager.

Elle assure la représentation de la DGFIP dans toutes les instances internationales auxquelles la DGFIP est associée. La DRI

joue un rôle de structuration des relations entre la Direction générale et ses homologues étrangères. Elle intervient en bilatéral et/ou à travers les forums de l'OCDE, mais aussi en lien avec les autres institutions et associations internationales (FMI, Banque Mondiale, IOTA\*, CIAT\*) ou les groupes de travail des administrations fiscales organisés par la Commission Européenne (TADEUS\*).

Elle coordonne les actions de coopération internationale de la DGFIP dans tous ses domaines d'action, afin d'apporter aux pays partenaires son expertise et son savoir-faire et contribue ainsi au renforcement de l'influence française dans le monde.

\*IOTA : Intra-European organisation of Tax administrations

\*CIAT : Inter-American Center of Tax Administrations

\*TADEUS : Tax Administration EU Summit



Retrouvez la DGFIP sur



Direction générale des Finances publiques

Novembre 2020



## LA DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES



## LES MISSIONS DE LA DGFIP

Compte tenu de la variété et de l'importance de ses missions, la Direction générale des Finances publiques (DGFIP) tient une place essentielle au sein du ministère de l'Économie, des Finances et de la Relance, auquel elle est rattachée.

### LA DGFIP EXERCE DES MISSIONS FONDAMENTALES

#### En matière fiscale

- Définition de la politique fiscale et élaboration des projets de textes législatifs et réglementaires à travers sa direction de la législation fiscale ;
- Tenue du plan cadastral et du registre des propriétés intellectuelles ;
- Détermination de l'assiette et recouvrement des impôts, droits, cotisations et taxes ;
- Contrôle fiscal et lutte contre la fraude ;
- Traitement des réclamations et requêtes juridictionnelles.
- Garante de la sécurité juridique (rescrits et demandes d'agrément fiscaux) ;
- Acteur essentiel dans l'octroi de plans de règlement des dettes fiscales et sociales (commissions des chefs de services financiers) ;
- Représentante de la France dans les négociations internationales.

#### En matière de réseau, de stratégie et de ressources humaines

- Un des réseaux les plus denses des administrations d'État : plus de 100 000 agents et 4 900 services répartis sur l'ensemble du territoire ;
- Transformation numérique de l'État : offres en ligne, qualité de ses référentiels de données et adaptation constante de ses outils.

#### En matière de politique immobilière

- Mise en œuvre de la politique immobilière de l'État (conception et pilotage de la stratégie patrimoniale du parc immobilier notamment) par la direction de l'immobilier de l'État ;
- Mise en œuvre des règles et des procédures relatives à l'acquisition, à la gestion, à la cession et à l'évaluation des biens domaniaux.

#### En matière de gestion publique

- Réglementation comptable, production, certification et valorisation des comptes de l'État ;
- Gestion financière et comptable des collectivités territoriales, des établissements publics locaux et nationaux et des établissements publics de santé ;
- Analyse financière des comptes locaux, conseil et expertise des projets publics locaux ;
- Recouvrement des recettes locales ;
- Contrôle et paiement des dépenses publiques ;
- Gestion des fonds déposés auprès de l'État et activités de préposé de la Caisse des dépôts et consignations ;

## QUELQUES CHIFFRES 2019

#### Les effectifs

100 104 agents dont  
58,8 % de femmes pour 41,2 % d'hommes



#### Le foncier

105,5 millions de parcelles  
et 53,4 millions de locaux répertoriés



#### Les particuliers

30,4 millions de déclarations  
des revenus en ligne  
99,14 % de taux de recouvrement  
de l'impôt sur le revenu  
70,2 % de taux de paiement  
dématérialisé pour la taxe d'habitation  
74,5 % de taux de paiement  
dématérialisé pour la taxe foncière



#### Les professionnels

6,4 millions d'entreprises soumises à la TVA  
2,4 millions d'entreprises soumises à l'impôt  
sur les sociétés (IS)  
99,7 % de recettes de TVA, 99,6 % de recettes  
IS et 94 % de recettes de taxe sur les salaires,  
sont acquittées par télé-règlement  
32,7 millions d'accès à l'espace abonné  
des professionnels



#### Les dépenses publiques

Exécutées pour le compte de l'État :  
715,5 milliards d'€  
Exécutées pour le compte des collectivités locales :  
35,5 milliards d'€ pour les régions  
72,3 milliards d'€ pour les départements  
102,7 milliards d'€ pour les communes  
36,5 milliards d'€ pour les groupements à fiscalité propre



#### Le contrôle fiscal

12 milliards de recettes  
encaissées par le contrôle fiscal  
1,2 millions de contrôle fiscaux  
20 000 rescrits chaque année



#### La formation

283 497 stagiaires en formation (formation  
statutaire, continue et préparation aux concours)  
+ 24 % de recrutements par concours



#### Le domaine

613 millions d'€  
de produits de cessions  
immobilières  
110 630 évaluations d'immeubles



#### Le budget de fonctionnement

6,8 milliards d'€  
de dépenses de personnel  
859 millions d'€ de dépenses de  
fonctionnement et d'investissement



#### L'informatique

8,2 millions de messages reçus  
via la messagerie sécurisée [impots.gouv.fr](mailto:impots.gouv.fr)



#### Les principales recettes fiscales

- Impôts d'État  
216,7 milliards d'€ de TVA  
69 milliards d'€ d'impôt sur les sociétés  
87,9 milliards d'€ d'impôt sur le revenu  
2,1 milliards d'€ d'impôt sur la fortune immobilière

- Impôts locaux  
23,9 milliards d'€ de taxe d'habitation  
43,4 milliards d'€ de taxe foncière

